

MOUVEMENT
DÉMOCRATE

Démo à Sèvres

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL

L'Homme doit revenir au centre
J-D. Cornillot

FOCUS

Une crise financière et...politique
J-D. Cornillot

SÈVRES ET L'INTERCO

«Survivre» aux Bruyères en Aout
L. RossiDÉPARTEMENT & RÉ-
GIONAménagement de la RD7 :
concertation lancée
R. CouanonNATIONAL & INTERNA-
TIONALLe RSA. Enfin !
M. Renard

EN DIRECT DU CONSEIL

Participez aux séances du Conseil
municipal
L. BerlandQUESTIONNAIRE EN
PAGE CENTRALE

A retourner

Vous et la RD7

POUR SUIVRE LE DEBAT
NOUS SOUTENIR :✉ demo@sevresmodem.comSite : www.sevresmodem.com

L'Homme doit revenir au centre !

En ces temps de grands changements, il est à craindre que l'Homme soit oublié. Ou que de citoyen responsable, acteur de son destin, il soit transformé en un irresponsable coupable qui s'ignore.

Berlin, New-York, décidément les murs ne réussissent pas aux idéologies extrêmes. Sur celui de Berlin, le communisme triomphant est mort, à *Wall Street* c'est l'ultra-libéralisme clinquant qui s'est désintégré.

Et l'Homme dans tout cela ? En France, deux visions s'affrontent. D'un côté, le **Mouvement Démocrate** ; au terme d'un processus unique de création concertée, des dizaines de milliers de citoyens, ont été acteurs de la construction d'une force politique commune. Congrès fondateur, textes statutaires et de fonctionnement commun, équipes responsables, nationales et départementales... En moins de 10 mois, les 55 000 citoyens adhérents du Mouvement ont bâti, l'infrastructure d'un parti nouveau. De l'autre côté, **Edvige**, approuvé au début de l'été par le tandem UMP Fillon-Sarkozy, dont la lecture du décret révèle la vision fantasmagorique de citoyens TOUS suspects. De même le simulacre de bascule idéologique quant aux vertus honteuses des excès du capitalisme lors du discours de

Toulon. Dans les deux cas **l'Homme** est au cœur de la vision. Mais d'un côté il est un citoyen acteur, **au centre de son destin**, de l'autre côté c'est un **coupable potentiel** au cœur de la société. Dans le premier cas l'Homme, responsable de ses actes, est un moteur de la société, dans le second il n'est qu'un danger qui s'ignore, un irresponsable qu'il faut protéger de lui-même et dont il faut protéger la société, et ce... dès 13 ans !

Nous préférons agir en Homme responsable qui partage et s'implique. Partage, en approuvant le principe indiscutable du **Revenu de Solidarité Active**, mais en constatant sans surprise que son mode de financement met encore à contribution les classes moyennes et supérieures. S'implique comme dans le **projet d'aménagement des rives de Seine et de la RD7** ; ou pour notre système de **transports en commun** qu'il faut manifesterment revoir pour répondre aux réels besoins des Sévriens... quoiqu'en grimacent les «sachant» à la vision figée de notre Ville !

Jean-Denis Cornillot
Conseiller Départemental

Notre premier numéro a été imprimé par erreur sur du papier glacé, ce que nous corrigeons dès ce N°2.

Une crise financière... et politique

Jean-Denis Cornillot, Conseiller Départemental

FOCUS

Les enjeux sont gigantesques. Montants abyssaux, mécanismes mondiaux, acteurs économiques ruinés ou fragilisés : cette crise signe la fin de la théorie néo-libérale dominante des 20 dernières années, et appelle une réponse politique très différente de celle qui nous est actuellement proposée.

360 000 siècles de SMIC !

Autant en prendre conscience tout de suite, les montants sont au-delà de tout ce que notre cerveau peut concrètement concevoir. Les sommes sont pharaoniques : le plan de sauvetage annoncé par l'État fédéral américain est d'un montant de 473 milliards d'euros, l'équivalent de **360 000 siècles de SMIC**. Ce plan ne représente lui-même que 1,1% des **42 000 milliards d'euros** concernés par les « assurances de crédit » (CDS ou swap).

Un «laisser aller» revendiqué...

Depuis plus de 15 ans se manifeste une financiarisation sans limite du monde économique... et bancaire. Dénoncé par François Bayrou, ce phénomène est lié à deux grandes tendances, nées des changements culturels et politiques des années 90 : l'ultra sophistication des outils financiers réduisant le risque... *en théorie*, et la libéralisation excessive réclamée haut et fort par les plus libéraux des courants politiques et économiques. Cette abstraction inconsidérée des risques a gagné en quelques années toute la finance mondiale. Et ce sont des **pans entiers de notre économie** asservie, et non plus servie, par la finance qui sont menacés par l'écroulement du système.

...à l'Etat seule planche de salut !

L'ampleur de la crise est telle que seuls les Etats sont à la hauteur de l'évènement et peuvent l'appréhender. Leurs interventions, indispensables pour sauver notre société, sont la démonstration de l'échec des théories néolibérales et du « laisser faire » sous-jacent de l'école de Milton Friedman et consorts. Cet échec du néolibéralisme, l'ampleur de la crise et les violences qui l'accompagnent (près de 250.000 emplois supprimés aux USA en quelques jours), posent la question du politique. Car seule une vision nouvelle de notre société peut corriger les effets à venir de cette crise. Ce **Monde Ancien**, où les élus -ou nommés- aux plus hautes responsabilités de l'Etat, se désengageaient de tout au profit du privé, a désormais disparu.

Construire un modèle européen ()

Et la réponse ne peut pas être que financière. L'Europe sort du rêve américain avec une «*g..le de bois*» de **1 873 milliards d'euros** selon le *FT*. Ce sont des dettes futures à payer par les citoyens. Et il n'aura fallu que 18 heures pour que les gouvernements réunissent cette somme, contre 18 mois pour un pauvre milliard et demi pour le RSA ! La France doit être motrice dans la fin du fantasme anglo-saxon, dans la construction d'un réel modèle européen, qui remette le citoyen et son rôle social, au cœur de cette construction. Et qui lui rende son argent !

Ce texte est une synthèse de l'article « *La crise financière expliquée à ma fille* », que vous pourrez lire et commenter sur notre site Internet : <http://www.sevresmodem.com>.

« Survivre » au mois d'août aux Bruyères

Laurence Rossi, Conseillère municipale
Conseillère Départementale

SÈVRES & INTERCO

Comment peut-on **vivre sans voiture aux Bruyères**? Les transports en commun sont **inexistants**. Et comment peut-on laisser perdurer cette situation depuis des années? Je pensais très sincèrement que les transports en commun mis dans la corbeille de mariage dans le cadre de l'intercommunalité avec Boulogne-Billancourt, nous permettraient l'amélioration du réseau local. Je n'espérais pas un bus gratuit communal comme à Boulogne, mais au moins une amélioration sur Sèvres. La mise en place de la **ligne 26 qui relie les deux mairies** (sûrement pour favoriser le relationnel entre elles) a été faite très rapidement. Il est donc certain qu'améliorer les transports pour le quartier des Bruyères est tout **simplement une question de volonté**. De volonté et de respect aussi, pour l'ensemble des Sévriens, y compris de la rive gauche.

Aménagement de la RD7 : concertation lancée Rémy Couanon, Conférence Nationale

DÉPARTEMENT & RÉGION

Nous y revoilà. **Depuis 10 ans le Conseil Général tente de faire passer le projet de 4 voies rapides sur la RD7 entre Sèvres et Issy-les-Moulineaux**, projet **rejeté par deux fois** en 1999 et 2005 grâce à l'opiniâtreté des **riverains** et des **Associations** environnementales. L'aménagement de la RD7 est relancé, inclus dans le projet "Vallée Rive Gauche" qui prévoit d'aménager voirie et berges sur plus de 4 km du Pont de Sèvres jusqu'à Paris, avec espaces verts et promenades, **pour un budget conséquent de plus de 150M€**.

Une concertation préalable est organisée par le Conseil Général, jusqu'au 15 décembre 2008 : site Internet (<http://www.vallee-rive-gauche.fr>), exposition au SEL, réunions publiques, registres en Mairie, vous permettent de faire des propositions. Sûrement par crainte de se faire de nouveau débouter, le Conseil Général propose trois variantes pour la RD7 :

- **2 fois 1 voie 1/2 (1 voie et une piste cyclable) avec ronds points**, proposée **par les Associations** ;
- 4 voies avec feux de circulation et piste cyclable, soutenue par le Conseil Général ;
- 2 fois une voie 1/2 avec feux de circulation, proposée par le Conseil Général.

Durant la première réunion publique qui s'est tenue le 6 octobre sur l'Île de Monsieur, devant 250 personnes très attentives, les clivages sont clairement apparus : pour faire simple, le **Conseil Général pousse pour le tout voiture**, et les **Associations** mettent en avant la **fluidité** du trafic et **l'environnement**.

Pourtant, depuis que le rond point expérimental dans le bas Meudon (rue de Vaugirard) a été mis en oeuvre à l'initiative des Associations, la circulation est plus fluide et les nuisances sont moindres. A contrario, les habitants de la **ZAC de Chartreux** à Issy, au bord de la RD7 (2x2 voies à cet endroit !) vivent dans des conditions **désastreuses**. Enfin, toutes les recommandations pour sécuriser les voiries poussent à utiliser des ronds points, et non des feux...

Si ce n'est pas déjà fait, informez-vous, en relativisant l'esthétique très "*Bouygues Immobilier*" de l'exposition et les slogans qui fleurissent sur le site Internet ("Aujourd'hui un brin de vert, demain une vallée plein air"). Une seconde réunion publique a eu lieu le 22 octobre 2008 sur l'Île St-Germain. Comptez sur nous pour alimenter le débat en essayant de le dépassionner ; et d'ores et déjà **nous vous invitons à donner votre avis par l'intermédiaire du questionnaire joint**, et sur notre site Internet : <http://www.sevresmodem.com>.

Le RSA. Enfin !

Michel Renard, Conférence Nationale

NATIONAL

Enfin! Le Revenu de Solidarité Active (RSA) a été lancé. Présenté en Conseil des Ministres le 3 septembre 2008, le projet de loi généralisant le RSA sera débattu à partir du 22 septembre par le Parlement. Ce revenu est une allocation qui vise à la fois à **remplacer les minima sociaux existants** (comme le RMI ou l'API), et à **substituer à des dispositifs d'intéressement de retour à l'emploi**, comme la prime de retour à l'emploi (PRE). C'est donc, pour ceux qui ne travaillent pas, un revenu minimum, et, pour ceux qui travaillent, un complément de revenu.

Le RSA est un outil mixte qui **supprime les cloisonnements** entre dispositifs et les « trous » dans la structure existante. C'est un instrument de lutte contre la pauvreté, mais aussi un moyen de garantir que le retour au travail procure des revenus supplémentaires.

Le revenu de solidarité active **met ainsi fin à plusieurs situations inacceptables** :

- la perte d'argent au moment du retour au travail ;
 - la diminution des ressources à la fin de la période d'intéressement ou de cumul (souvent six mois ou un an après le retour au travail, les ressources diminuent, parce qu'il y a un cumul intégral au début, partiel ensuite, puis plus rien) ;
 - la différence de ressources entre deux personnes, selon qu'elles sont, ou non, passées par le RMI ;
- Il **met fin au "travail gratuit"** pour ces personnes qui travaillaient mais ne gagnaient pas un euro de plus qu'au chômage.

Lors de la campagne présidentielle, François Bayrou avait souvent évoqué la nécessité d'un tel revenu sur la base des précédents arguments ; on ne peut donc que se réjouir de cette réalisation en faveur des plus démunis. Compte tenu de la rapide aggravation de la situation des Français les plus pauvres, le RSA a été décidé en avance sur les prévisions, grâce à la pugnacité de Martin Hirsch, Haut Commissaire aux Solidarités Actives, qui n'a pas hésité à mettre son poste en jeu face aux obstacles dressés. L'expérimentation a débuté en novembre 2007 et concerne aujourd'hui 34 départements. Son évaluation ne fait encore l'objet que d'appréciations partielles, mais qui semblent toutes converger dans un sens favorable.

Le **financement** de ce dispositif est essentiellement basé sur la mise en place d'un **nouvel impôt de 1,1%** sur tous les revenus du patrimoine et de placement. Seul regret, et de taille : en seront exonérés les contribuables bénéficiant du bouclier fiscal instauré par la loi TEPA de 2007. Ce qui revient à exonérer les contribuables les plus fortunés. L'effet déplorable de la notion de "bouclier fiscal" face à la solidarité nationale n'échappe pas au MoDem, non plus le fait que **ce sont surtout les classes moyennes et supérieures qui vont encore être mises à contribution**. Mais on sait bien que dans la Présidence actuelle les notions d'égalité et de fraternité (de même que celle de liberté) sont souvent mises à mal...

Assister nombreux au conseil municipal !

Luc Berland, Conférence Nationale
EN DIRECT DU CONSEIL

La section MoDem de Sèvres a décidé qu'en plus de ses élus, d'autres adhérents assisteraient aux séances du conseil municipal. Cette démarche a débuté en juillet dernier.

Voici nos premières impressions.

Tout d'abord un **constat** : la très faible participation des Sévriens, car le nombre de personnes assistant au conseil (en dehors des élus) se réduisait à une dizaine.

Ensuite, la sensation d'assister à une **mécanique bien huilée**, bien organisée, avec un rituel très répétitif : exposé de la décision qui généralement est recommandée par une des commissions municipales, puis contestation de l'opposition et vote.

Les règles de fonctionnement du conseil sont scrupuleusement respectées, cependant, nous n'avons pas eu le sentiment d'une assemblée où le débat s'engageait, où l'information se communiquait. Nous sommes de toute évidence en présence d'une **chambre d'enregistrement des décisions**.

Dans le programme de la liste « Aimer Sèvres » soutenue par le Mouvement Démocrate lors des élections municipales, **nous avons proposé de retransmettre** en direct les séances du conseil municipal, afin de **favoriser la communication et l'implication des Sévriens dans la vie de leur Ville**. Ce n'est, à priori, **pas le projet de la majorité actuelle**. Nous continuons toutefois à défendre cette idée ; pourquoi ne pas avoir accès - en différé pour commencer - à l'enregistrement de la séance du conseil municipal sur le site Internet de la Ville ?

Nous demandons **au moins que l'ordre du jour soit diffusé sur le site de la Mairie plusieurs jours avant** le conseil proprement dit. Sinon, comment intéresser les citoyens s'ils ne sont même pas informés des sujets à débattre ? En attendant, des adhérents du MoDem assisteront de toute façon à chaque conseil, et nous vous invitons à en faire autant !

Vous avez plusieurs moyens pour rejoindre notre élan

- **Contactez la Section du Mouvement Démocrate de Sèvres, dont le Bureau est composé de :**
 - Laurence Rossi, *Présidente*. Email : laurence.rossi1@free.fr
 - Mireille Martinet, *Secrétaire Générale*. Email : mireille.martinet@cegetel.net
 - Jean-Denis Cornillot, *Trésorier*. Email : tresorier.modemdesevres@gmail.com
- **Envoyer des informations complémentaires sur un article, poursuivre le débat, prendre la parole :**
 - **répondre à notre questionnaire en page centrale** vous donne la parole!
 - la rédaction est à votre écoute : demo@sevresmodem.com
- **Nous soutenir, et pour cela :**
 - **Adhérez** au Mouvement Démocrate : remplissez le bulletin joint en page centrale
 - Faites un **don**, ouvrant droit à **60% de réduction d'impôts** : remplissez le formulaire de don ou de contact en page centrale. Le MoDem est surtout un parti de militants et ses ressources sont essentiellement issues des cotisations et des dons de sympathisants.